

Algérie : Une campagne d'arrestations de manifestants dans le cadre de la campagne électorale !

mardi 3 décembre 2019, par [SANKARA Samir](#) (Date de rédaction antérieure : 25 novembre 2019).



Réseau de lutte contre la répression

L'évolution actuelle de la campagne électorale algérienne, qui a officiellement commencé dimanche pour la présidentielle du 12 décembre, suscite des inquiétudes chez de larges masses populaires quant à l'intention du pouvoir de fait de faire passer ces élections rejetées par le recours à la force et à des arrestations à grande échelle inédites depuis février. Nous avons enregistré 288 arrestations dont leur majorité des jeunes, tout cela après cinq jours seulement du début de la campagne électorale, d'où la grande interrogation soulevée par les blogueurs et les leaders des réseaux sociaux : s'agit-il d'une campagne d'arrestation ou d'une campagne électorale ?

Après la controverse qui a accompagné les verdicts rendus la semaine dernière par le tribunal Sidi Mohamed à Alger contre des prisonniers du Harak accusés « d'atteinte à l'unité nationale » pour avoir brandi un drapeau autre que le drapeau national, parmi les condamnations il y a eu : une peine d'emprisonnement d'un an dont six mois avec sursis contre 22 accusés, et une peine d'emprisonnement de six mois pour 6 accusés. C'est contradictoire avec les jugements d'autres tribunaux d'État et même avec le tribunal de Bab El Oued situé sur le territoire de la Wilaya d'Alger.

L'insistance du régime galvanise d'avantage la détermination des masses populaires

Le tribunal de première instance de Tlemcen, qui a statué tard lundi dans l'affaire des 18 jeunes arrêtés dimanche lors d'une manifestation pacifique contre les présidentielles du 12 décembre, qui sont poursuivis pour attroupement et entrave à la campagne électorale. Quatre accusés ont été condamnés à 18 mois de prison, les 14 autres à deux mois avec sursis. Selon M. Taher Rig, ils ont été jugés pour « rassemblement et obstruction à la campagne électorale ». Parmi les personnes condamnées, entre 25 et 31 ans, figure un étudiant au doctorat à la faculté des sciences de l'Université de Tlemcen qui prépare sa thèse de fin d'année en sciences physiques. D'autres wilayas ont connu des arrestations massives d'opposants aux élections, notamment une grave bavure dans la ville de Tichy, dans la wilaya de Bejaia, après que les forces de sécurité aient réprimé le rassemblement populaire contre les élections à l'aide de balles en caoutchouc et enregistré trois blessés parmi les manifestants. M. Larbi Slimani à Oued Souf a également été condamné à deux ans de prison pour avoir manifesté contre la campagne du Benflis à Oued Souf. Brahim Lalami, de Bordj Bou Arreridj, a été placé en détention provisoire pour le motif d'avoir insulté un corps constitué. Six

autres sont sous contrôle judiciaire, c'est-à-dire mise en liberté sous enquête sous l'accusation d'avoir perturbé les élections présidentielles.

La police réagit violemment aux manifestations nocturnes à Alger

Les manifestations nocturnes auxquelles ont appelé de nombreux blogueurs, militants et artistes des réseaux sociaux ont eu lieu mercredi soir dans au moins six wilayas, dont Bejaia, Alger et Oran, dans le but d'intensifier et de répondre à l'intention du pouvoir de fait qui veut imposer les élections à tout prix, à l'image de la répression exercée, l'intervention musclée par la police d'Alger, en faisant usage de la force contre les manifestants, pour stopper la marche.

Il s'agit également du premier événement nocturne organisé en Algérie pour exprimer le rejet des élections dans le cadre du mouvement Hirak, qui a connu une répression brutale. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des pistolets paralysants au laser, un appareil répressif interdit dans de nombreux pays. Et imposé un cordon de sécurité étroit à Bab el Oued afin d'empêcher les manifestants de se rendre à la placette de la Grande où plusieurs arrestations ont été enregistrées. La reprise des arrestations arbitraires massives de groupes de militants et d'acteurs de la société civile montre clairement que les droits et les libertés démocratiques en Algérie demeurent plus que jamais menacés.

C'est la raison pour laquelle j'aimerais insister sur le fait que malgré ce qui s'est passé, malgré le « climat d'intimidation et d'arrestations » dans les rangs et symboles du mouvement populaire, le peuple algérien n'est pas un peuple violent, mais que la vague d'arrestations pousse le mouvement populaire au radicalisme et à l'extrémisme.

À la lumière des craintes d'une expansion des arrestations politiques parmi les manifestants et de l'insistance de l'armée pour organiser des élections présidentielles le 12 décembre, nous devons intensifier la mobilisation.

Plus que jamais nous devons organiser une grève générale pour mettre fin aux élections et les faire reculer. Nous devons rejoindre le mouvement par l'auto-organisation dans les quartiers, les lieux de travail et les universités afin de faire de cette révolution un succès et de créer une rupture avec les vestiges du régime de Bouteflika, construire l'Algérie revendiquée par les masses populaires dans les rues. Une Algérie libre et démocratique avec la justice sociale mais tout cela ne se fera que par la participation de toutes et tous au mouvement.

Samir Sankara

P.-S.

• PST, 25 novembre 2019 à 09:003 :
<https://www.pst-algerie.org/une-campagne-darrestations-de-manifestants-dans-le-cadre-de-la-campagne-electorale/>